

M. Parent est un travailleur, un financier de grande envergure et un énergique. Mais je trouve absolument anormal de donner à Québec tous les honneurs, en nommant les deux premiers ministres, celui d'Ottawa et celui de Québec, dans des circonscriptions de la même ville de Québec, lorsque la métropole est forcée de supporter tout le fardeau des taxes de la Province.

Dans ces conditions, il me semble que Montréal, la vache à lait de toute la province, qui paye en contributions forcées les trois-quarts des taxes, et qui fait vivre tout ce monde-là à ses frais, aurait droit à un peu plus d'égards de la part des potentats qui règnent à Ottawa par la grâce de l'électorat de Québec, et ont encore le toupet de venir ici nous imposer des hommes de leur choix dans notre province.

Si encore cette tactique avait eu pour effet la consolidation du parti libéral dans la province, j'aurais été le premier à l'approuver, mais, au contraire, le résultat final sera d'augmenter encore le malaise qui existe actuellement dans les rangs des vrais libéraux, et de mettre en un danger sérieux l'existence même du régime libéral à Québec.

Mais non. Le boss Tarte a décidé en 1896 de détruire complètement le parti rouge. Il a imposé sa volonté à M. Laurier, et celui-ci, par faiblesse de caractère, s'est plié à toutes ses manœuvres, parce qu'il a cru que Tarte était un homme supérieur.

Dans le but de rendre pleine et entière justice à ce dernier, je n'hésite pas à m'incliner devant ses talents d'intrigue et je dois lui dire qu'il est très fort, surtout de la faiblesse des gens qui l'entoutent — ses collègues.

Pour conduire un gouvernement comme celui d'Ottawa, où les éléments hétérogènes se heurtent tous les jours, il faut la force de caractère que possède Tarte.

Il n'est que juste d'ajouter qu'il défend la pâtée de sa famille, et qu'un homme qui a subi les offres de la famine se rappelle, lorsqu'il a la toute puissance, qu'il faut se garer contre toutes les éventualités.

Il se dit aujourd'hui qu'il doit vaincre ou périr, et il risque le tout pour le tout. Le double jeu de 1892 est à la veille de se répéter.

M. Laurier a voulu profiter de l'argent que l'hon. M. Mercier lui avait donné pour faire les élections fédérales, et ensuite il la carrément répudié. La même chose se reproduira probablement à notre époque si le nouveau premier-ministre de Québec consent à se plier aux exigences des chefs d'Ottawa.

Je n'irai pas jusqu'à dire, comme certains journaux conservateurs que le gouvernement de Québec est une succursale de celui d'Ottawa, mais pour être sincère, il faut bien avouer que ça en a bien l'air.

Je suis plus fermement convaincu que jamais qu'il est temps de faire un changement et d'en venir à la manière de gouverner que j'ai indiquée dans ces mêmes colonnes il y a déjà quelques années.

Si Ottawa nous force à accepter les chefs qu'elle choisira, nommons trois administrateurs pour toute la province, sans députation, ni conseil, ni lieutenant-gouverneur, et ce sera tout aussi bien, sans compter que le coût de l'administration sera notablement réduit.

Si les administrateurs font du *hoodlage*, qu'on les empale, comme en Chine.